



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 13 décembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées Visite d'inspection du 5 novembre 2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TOTALENERGIES PETROCHEMICALS FRANCE – Atelier PS

**Usine de Carling
BP 90290
57 500 Saint-Avold**

Références : ST-AVOLD_TEPF-PS_2024-12-11_RAPVI_suivi-incident-decanteur_MFM_00770
Code AIOT : 0006201063

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 5 novembre 2024 dans l'atelier PS l'établissement TotalEnergies Petrochemicals France (TEPF) implanté Établissement de Carling BP 90 290 –57 500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 9 septembre 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à un incident survenu au droit de l'atelier polystyrène le 2 août 2024, l'inspection des installations classées a réalisé une visite le 7 août 2024 et a proposé des suites à Monsieur le préfet. Un arrêté préfectoral de mise en demeure a été signé le 27 août 2024 (arrêté n° 2024-DCAT-BEPE-175 du 27 août 2024). La visite du 5 novembre 2024 s'inscrit dans le cadre du suivi des échéances liées à cet incident.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOTALENERGIES Petrochemicals France
- Etablissement de Carling BP 90290 57500 Saint-Avold
- Code AIOT : 0006201063
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société TotalEnergies Pétrochemicals France (TEPF) est autorisée à exploiter plusieurs installations au sein de la plateforme Carling/Saint-Avold. Cet établissement est classé Seveso Seuil Haut et comporte plusieurs ateliers de production de résines d'hydrocarbures et de polymères, ainsi que des installations communes comprenant des installations de stockage et de distribution de matière première. Le contrôle a concerné en particulier les installations de l'atelier Polystyrène

(PS).

Contexte de l'inspection :

- Pollution
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- Odeur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déclaration et rapport d'incident	Code de l'environnement, article R.512-69	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
2	Entretien du décanteur 8502	Arrêté Préfectoral du 27/05/2015 modifié, article 2.3.2.2 (partiel)	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la visite du 5 novembre 2024, la mise en demeure prise par arrêté préfectoral 2024-DCAT-BEPE-175 du 27 août 2024 peut être levée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration et rapport d'incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.512-69
Thème(s) : Risques chroniques, incident/accident
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/08/2024 • type de suites qui avaient été actées : avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 19/08/2024
Prescription contrôlée : « L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées. »
Constats : Lors de la visite du 7 août 2024 (rapport n°352 du 8 août 2024), l'inspection des installations classées demandait à l'exploitant de transmettre, dans un délai de 10 jours, le rapport d'incident suite au déversement d'hydrocarbures de l'atelier polystyrène (PS) vers le bassin d'orage de la station de traitement final (STF) exploitée par Arkema. Lors de la visite du 5 novembre 2024, l'inspection des installations classées constate que l'exploitant n'a pas transmis le rapport lié à l'incident du 2 août 2024 conformément à la demande susmentionnée. L'exploitant déclare que le rapport est en cours de rédaction et présente les documents suivants le jour de la visite : <ul style="list-style-type: none"> • rapport d'incident (version projet) daté du 16 octobre 2024 ; • chronologie de l'incident et actions correctives immédiates réalisées ; • arbre des causes ; • plan d'action envisagé. Le rapport d'incident transmis par courriel de l'exploitant du 21 novembre 2024 n'appelle pas

d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Entretien du décanteur 8502

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2015 modifié, article 2.3.2.2 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/08/2024 • type de suites qui avaient été actées : avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 27/09/2024
Prescription contrôlée : « Les installations de traitement (incluant les installations de type décanteur ou séparateur d'hydrocarbures) sont entretenues, [...] et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) [...] »
Constats : Suite à la visite du 7 août 2024, l'exploitant a été mis en demeure, par arrêté préfectoral 2024-DCAT-BEPE-175 du 27 août 2024, de respecter dans un délai d'un mois certaines dispositions de l'article 2.3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 27 mai 2015 modifié concernant le suivi et la maintenance des installations de traitement. Lors de la visite du 5 novembre 2024, l'inspection des installations classées constate : <ul style="list-style-type: none"> • la présence d'un mémo du 25 septembre 2024, nommé "nettoyage du décanteur" permettant de tracer les travaux de nettoyage du décanteur 8502 réalisés le 24 septembre 2024 ; • l'évacuation de 79,7 tonnes de boues/eaux hydrocarburées suite au nettoyage du décanteur : 5 bordereaux de suivi des déchets (BSD) entre le 3 septembre et le 13 octobre 2024 ; • la mise en place d'un boudin absorbant, à titre préventif, en sortie du décanteur 8502 ; • la mise en place d'un nouveau capteur LDI8501 le 26 septembre 2024 permettant de définir l'épaisseur d'hydrocarbures dans le décanteur. L'exploitant déclare que les travaux de raccordement des données du capteur vers la salle de contrôle seront réalisés d'ici fin novembre 2024. L'inspection des installations classées constate, dès la mise en service du capteur, la mise en place d'une mesure compensatoire en attendant la mise en place du raccordement vers la salle de contrôle (consigne provisoire de rondes afin de contrôler le niveau d'hydrocarbures dans le décanteur 8502) ; • la prise en compte, dans le plan d'action du rapport d'incident (cf point de contrôle n°1) d'un protocole de vidange vers le réseau "fosse poly" lors des maintenances ou défaillance des pompes de vidange P2413 et P1414. En complément, l'exploitant déclare, lors de la visite que : <ul style="list-style-type: none"> • le réseau d'eau "fosse poly", connecté au décanteur 8502, a fait l'objet d'un nettoyage lors du grand arrêt de l'atelier en octobre 2024 et que les eaux hydrocarburées, issues du nettoyage, ont été évacuées entre le 29 octobre et le 12 novembre 2024 ; • l'entretien du décanteur 8502 sera pris en compte dans le plan de maintenance de l'atelier PS : nettoyage systématique lors du grand arrêt de l'atelier tous les six ans. Les résultats des analyses de surveillance des rejets en aval du décanteur 8502 entre avril et octobre 2024, transmis par l'exploitant via l'application GIDAF, permettent de confirmer la diminution des concentrations en hydrocarbures totaux à partir de septembre 2024 (concentrations en hydrocarbures totaux comprises entre 0,25 et 0,69 mg/l alors que des pics à 45,9 et 12,7 mg/l ont été observés respectivement en juillet et août 2024). Il est à noter que la surveillance hebdomadaire du rejet en aval du décanteur 8502 est imposée par arrêté préfectoral

modifié n°164 du 27 mai 2015. Aucune valeur limite d'émission (VLE) n'est imposée à l'exploitant pour ce point de rejet (exutoire station de traitement final – STF, exploitée par Arkema).

Au vu des constats ci-dessus, la mise en demeure prise par arrêté préfectoral 2024-DCAT-BEPE-175 du 27 août 2024 peut être levée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure